

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-plan-de-privatisation-rancunier-de-l-Europe-pour-la-Grece-Yanis-Varoufakis>

« Le plan de privatisation rancunier de l'Europe pour la Grèce » Yanis Varoufakis

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

ATHÈNES - Le 12 juillet, le sommet des dirigeants de la zone euro a dicté [les termes de sa capitulation](#) au Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui, terrifié par les autres solutions, a tout accepté en bloc. Un de ces termes concernait la liquidation des avoirs publics restants de la Grèce. »

Les dirigeants de la zone euro ont exigé que des biens publics grecs soient transférés à un fonds de type Treuhand (un véhicule de vente au rabais, similaire à celui utilisé après la chute du mur de Berlin pour privatiser rapidement, au prix d'une forte perte financière et avec des effets dévastateurs sur l'emploi, de tous des biens publics de l'État moribond de l'Allemagne de l'Est.

Ce Treuhand grec devait être basé (tenez-vous bien) au Luxembourg et devait être dirigé par un groupe supervisé par le ministre des Finances de l'Allemagne, [Wolfgang Schäuble](#), l'auteur du plan. Il est censé effectuer l'ensemble des ventes au rabais d'ici trois ans. Mais alors que les travaux du plan Treuhand original s'accompagnaient d'investissements importants dans les infrastructures en Allemagne de l'Ouest et de transferts sociaux à grande échelle pour la population d'Allemagne de l'Est, les citoyens de la Grèce ne vont recevoir aucun avantage correspondant d'aucune sorte.

Euclid Tsakalotos, qui m'a succédé au poste de ministre des Finances de la Grèce il y a deux semaines, a fait de son mieux pour améliorer les pires aspects du plan Treuhand grec. Il a réussi à faire domicilier le fonds à Athènes et a extorqué aux créanciers de la Grèce (la troïka de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International) la concession importante selon laquelle les ventes pourraient s'étaler sur 30 ans, plutôt que sur trois ans seulement. Ce point a été essentiel car va permettre à l'État grec de conserver ses capitaux sous-évalués, jusqu'à ce que leurs prix remontent par rapport aux baisses actuelles induites par la récession.

Hélas, le Treuhand grec reste une abomination, qui va peser comme un stigmate sur la conscience de l'Europe. Pire, c'est une occasion perdue.

Le plan est politiquement toxique, car les fonds, bien que domiciliés en Grèce, seront en fait gérés par la troïka. Cela est également nuisible sur le plan financier, parce que les profits seront alloués à ce que même le FMI reconnaît à présent comme une dette impossible à acquitter. Et c'est un échec économique, parce qu'il gâche une occasion merveilleuse de créer des investissements nationaux pour aider à contrer l'impact rétrograde de la consolidation fiscale punitive qui fait également partie des « termes » du sommet du 12 juillet.

Les choses auraient pu se dérouler autrement. Le 19 juin, j'ai communiqué au gouvernement allemand et à la troïka une proposition différente, dans le cadre d'un document intitulé « Mettre fin à la crise grecque » :

« Le gouvernement grec propose de regrouper les richesses nationales (à l'exclusion de celles concernant la sécurité du pays, les équipements publics et le patrimoine culturel) dans une holding distincte de l'administration du gouvernement et gérée comme une entité privée, sous l'égide du Parlement grec, dans le but de maximiser la valeur de ses capitaux fondamentaux et de créer un flux d'investissement national. L'État grec sera l'actionnaire unique, mais ne garantira pas son passif ni sa dette. »

La holding devait jouer un rôle actif dans la préparation à la vente des actifs. Elle devait « émettre des obligations entièrement garanties sur les marchés internationaux de capitaux » pouvant s'élever à 30 ou 40 milliards d'euros (32 ou 43 milliards de dollars), qui, « en tenant compte de la valeur actuelle des actifs, » pourraient « être investies dans la modernisation et la restructuration des actifs sous son contrôle. »

Le plan prévoyait un programme d'investissement de 3 à 4 ans, résultant en « dépenses supplémentaires de 5% du PIB par an » avec des conditions macroéconomiques actuelles impliquant « un multiplicateur de croissance positive supérieur à 1,5 », qui « devait stimuler la croissance du PIB nominal à un niveau supérieur à 5% pendant plusieurs années. Ceci devait induire à son tour « une augmentation proportionnelle des recettes fiscales » en « contribuant ainsi à la viabilité des finances publiques, tout en permettant au gouvernement grec d'exercer la maîtrise de ses dépenses sans réduire davantage l'économie sociale. »

Dans ce scénario, l'excédent primaire (qui exclut les paiements d'intérêts) devait « atteindre sa vitesse d'évasion » en absolu termes absolus et relatifs au fil du temps. » En conséquence, la société de holding « se verrait accorder une licence bancaire » dans un an ou deux, se transformant ainsi en une Banque de Développement à part entière, capable d'attirer les investissements privés vers la Grèce et d'entrer dans des projets de collaboration avec la Banque européenne d'investissement.

La Banque de Développement que nous avons proposée devait « permettre au gouvernement de choisir quels capitaux devaient être privatisés ou non, tout en garantissant un plus fort impact sur la réduction de la dette sur les privatisations choisies. » Après tout, « la valeur des actifs devait augmenter au-delà du montant réel consacré à la modernisation et à la restructuration, avec l'aide d'un programme de partenariats public-privé dont la valeur serait en hausse selon la probabilité d'une privatisation future. »

Notre proposition a été accueillie par un silence assourdissant. Plus précisément, l'Eurogroupe des ministres des Finances de la zone euro et de la troïka ont continué à laisser entendre à la presse mondiale que les autorités grecques n'avaient aucune proposition novatrice crédible à fournir : leur rengaine habituelle. Quelques jours plus tard, une fois que le pouvoir en place s'est rendu compte que le gouvernement grec était sur le point de capituler entièrement face aux exigences de la troïka, ils ont jugé bon d'imposer à la Grèce leur modèle Treuhand : un modèle humiliant, sans imagination et pernicieux.

À un tournant de l'histoire de l'Europe, notre solution innovante a été jetée aux oubliettes. Elle y restera jusqu'à ce que d'autres personnes la ramènent au grand jour.

Yanis Varoufakis* pour son blog [Yanis Varoufakis](#)

Original : « [Europe's Vindictive Privatization Plan for Greece.](#) »

Traduction de l'anglais par et pour : [Project Syndicate](#)

[Yanis Varoufakis](#). Athènes, 21 juillet 2015.